

Numéro	Objet	Publié le	Nomenclature
028/2025	Approbation du règlement intérieur des « Journées Ados »	ID : 013-211300363-20250603-25_CM_028-DE	

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
 Présents : **21**
 Procurations : **5**
 Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
 Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Approbation du règlement intérieur des « Journées Ados »

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : DELAIR Patrick représentée par TROUSSEL Marc, AMAT Bruno représenté par POURTIER Yvette, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Absente excusée : ROSELLO Louis.

Par délibération n° **086/2024** du **10 décembre 2024** le Conseil Municipal a approuvé la CTG « **Convention Territoriale Globale de services aux familles** » avec la CAF et Terre de Provence Agglomération.

Cette convention propose des prestations et services destinés aux familles selon la tranche d'âge des enfants : petite enfance, enfance et jeunesse.

C'est dans le cadre de celle-ci que la Commune entend promouvoir des activités ludiques et des loisirs destinés aux jeunes de **13 à 17 ans** par le biais du concept « **Journées Ados** ».

Le concept « **Journées Ados** » d'Eyragues est donc destiné à être assuré par les services municipaux sous la responsabilité de la Commune.

Ce service n'est pas obligatoire mais répond à un besoin des familles. Il est soutenu financièrement par la CAF.

Il convient de définir son utilisation par un règlement intérieur, les conditions et modalités de fonctionnement, dates d'ouverture et dates butoirs d'inscription, de conduite à respecter en matière de vie en collectivité, de santé, de sécurité et de responsabilité ainsi que la participation financière correspondante des familles

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les termes du projet de règlement intérieur des « Journées Ados » tel que présenté ;

Le Conseil Municipal à l'Unanimité décide de :

Autoriser la mise en place des « Journées Ados » à Eyragues ;

Approuver le règlement intérieur desdits « Journées Ados » d'Eyragues, tel que présenté, discuté et amendé;

Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents y afférents ainsi que toute éventuelle modification pour imprévus.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*